



OCIRT
Direction générale
Case postale 64
1211 Genève 8

N/réf. : CS/flz

Genève, le 31 mars 2025

Rapport d'activité mandature 2024-2029

1^{ère} année (1^{er} février 2024 – 31 janvier 2025)

Commission des mesures d'accompagnement

1. Bases légales de la commission

- Article 1, alinéa 1 de la loi sur les commissions officielles, du 18 septembre 2009 (LCOF – RSG A 2 20) ;
- Article 7, lettre f, du règlement sur les commissions officielles, du 10 mars 2010 (RCOF – RSG A 2 20.01) ;
- Article 16, alinéa 2, lettre c, de la loi sur le service de l'emploi et la location de services, du 18 septembre 1992 (LSELS – RSG J 2 05) ;
- Article 23B, du règlement d'exécution de la loi sur le service de l'emploi et la location de services, du 14 décembre 1992 (RSELS – RSG J 2 05.01) ;
- Art. 18, al. 4 de la loi sur l'inspection et les relations du travail du 12 mars 2004 (LIRT – RSG J 1 05) ;
- Article 39, du règlement d'application de la loi sur l'inspection et les relations du travail, du 23 février 2005 (RIRT – RSG J 1 05.01).

2. Compétences légales de la commission

La commission des mesures d'accompagnement (CMA) est une sous-commission du Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME) auquel elle rapporte.

Elle instruit les plaintes ou questions qui lui sont transmises par le CSME (art. 39, al. 1 RIRT).

Les employeuses et employeurs concernés sont tenus de collaborer sous peine de sanction (art. 22A LIRT).

Le conseil de surveillance peut également déléguer à la commission d'autres compétences, notamment celle de chercher un accord avec les employeuses et employeurs concernés, conformément à l'article 360b, alinéa 3, CO (art. 39, al. 2 RIRT).

Si un accord paraît d'emblée exclu ou si la tentative d'accord échoue avant l'écoulement du délai de deux mois, la commission en informe le conseil de surveillance, afin qu'il prenne des mesures immédiates (art. 39, al. 3 RIRT).

3. Composition de la commission sous l'angle de la parité

La CMA remplit les exigences fixées à l'article 5, al. 4 de la LCOF, à savoir que la parité des sexes doit être atteinte au sein de ladite commission, à raison de 40 % au moins du sexe sous-représenté. En l'occurrence, la CMA est composée de 6 hommes et de 5 femmes.

4. Activités de la commission

La commission a tenu 8 séances CMA. Elle a abordé les thèmes suivants :

- ✓ **Architectes** : discussion sur la nouvelle CCT et le nouveau partenaire syndical signataire.
- ✓ **Analyse de la prise en compte de diplômes étrangers dans la fixation des salaires** : présentation donnée par le responsable de la politique économique au sein de Travail Suisse.
- ✓ **Agriculture** : discussion avec Agri Genève et l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature sur les résultats de l'enquête salariale effectuée dans le secteur : validation du rapport et préavis favorable au CSME.
- ✓ **Branche en observation renforcée** : validation de la liste des branches devant faire l'objet d'une surveillance particulière en 2025 et ajout des secteurs informatique et de l'aide et soins à domicile.
- ✓ **EMS** : suite à la détection d'une problématique liée au personnel temporaire, nouvelle audition du DCS, afin qu'il précise les chiffres transmis en matière d'occupation de personnel temporaire au sein des EMS : classement du dossier au niveau de la CMA ; cas échéant, ce dossier sera repris par la délégation syndicale sous un angle davantage politique.
- ✓ **Evaluation de l'impact du dispositif lié au SMin** : présentation du deuxième rapport en lien avec les informations individuelles provenant des offices régionaux de placement par le professeur Ramirez.
- ✓ **Groupe exploratoire – Revues des mois de novembre 2023, mars et mai 2024** : examen des résultats et validation desdits rapports.
- ✓ **Procédure d'annonce en lien avec une prise d'emploi pour réfugiés et admis provisoires** : suite à la modification du cadre légal fédéral, la prise d'emploi de réfugiés et admis provisoires ne nécessite plus de délivrance d'une autorisation de travail, mais passe par une simple procédure d'annonce. Point de situation annuel de l'inspection paritaire des entreprises (IPE) sur les contrôles menés.
- ✓ **Révision du règlement sur la passation des marchés publics** : point de situation et discussion.
- ✓ **SMin-Stages – Exemptions à l'application du SMin** : différentes auditions avec les instances suivantes en lien avec leurs programmes de stages et d'éventuelles exemptions du SMin :
 - La HES-SO Genève : préavis favorable au CSME pour définir des critères d'exemption de stages requis pour l'entrée dans une HES.
 - Le Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse.
 - L'Université de Genève.
 - La Fédération des institutions petite enfance genevoises suburbaines.
- ✓ **SMin-Jobs d'été – Exemptions à l'application du SMin** : discussion.

5. Secrétariat de la commission

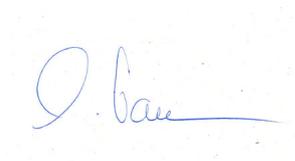
Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT).

6. Frais de la commission

a. *Jetons de présence pour tâches ordinaires* (art. 24 RCOF)

CHF 3'900.

Le présent rapport a été approuvé par la CMA en date du 17 mars 2025.



Christina STOLL
Présidente de la Commission des
mesures d'accompagnement - CMA